

31/07/23

Moyens Généraux

OBJET : ARRÊTÉ PORTANT ABROGATION DE L'INTERDICTION DE PRELEVEMENT, DE CONSOMMATION, DE BAINADE, D'ACTIVITES NAUTIQUES SUR LE COURS D'EAU DENOMME « JALLE DE BLANQUEFORT ET JALLE DU TAILLAN-MEDOC »

N° 38/2023

Le Maire de la Commune du TAILLAN-MEDOC

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-24 et suivants, L 2212.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de Police municipale, ainsi que les articles L2212-2 alinéa 5, L 2212-3 et 2213-23,

Vu le Code Pénal, notamment son article R 610-5,

Vu les résultats d'analyses transmis par le laboratoire d'analyse départemental de la Gironde en date du 28 juillet concernant les cyanobactéries benthiques et planctoniques des relevés réalisés sur le terrain ;

Considérant que les résultats des analyses transmis par le laboratoire d'analyses départemental de la Gironde en date du 28 juillet concernant les cyanobactéries benthiques et planctoniques des relevés réalisés sur le terrain font apparaître des volumes inférieurs à 0,02 mm₃/L (exprimés enene) et que l'anatoxine globale est inférieure à 0,1 microgramme par litre ;

Considérant que ces analyses établissent qu'il n'y a pas de risque pour la santé publique et en l'absence d'autres observations défavorables ;

Considérant qu'il appartient au maire de prendre les mesures nécessaires de sécurité et la salubrité publique sur le territoire de sa commune.

ARRETE

Article 1er : l'arrêté n°36/2023 concernant les interdictions suivantes : accès aux Jalles du Taillan-Médoc et de Blanquefort ainsi que la baignade tant pour les humains que pour les animaux, les prélèvements d'eau, la consommation de poisson péché, l'abreuvement des animaux, la pratique de toute activité nautique sont interdits sur le cours d'eau « la Jalle de Blanquefort et du Taillan-Médoc » sur l'ensemble du territoire de la commune est abrogé.

Article 2 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa transmission en Préfecture et de sa publication électronique sur le site Internet de la Ville du Taillan-Médoc.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Maire du Taillan-Médoc ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services ;
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de Blanquefort ;
- Aux Agents de la Police Municipale de la Ville du Taillan-Médoc ;
- Aux services de Bordeaux métropole.

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le Maire,



Agnès VERSEPUY

En vertu de la loi du 2 mars codifiée, le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter :

- de sa transmission en Préfecture le 31/07/23
- de sa publication le 31/07/23